



DESCRIPTIF ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

Fourniture et enlèvement après utilisation d'épaves de véhicules à l'usage de la formation des sapeurs pompiers du SDIS de la Somme

ARTICLE 1 : ENVIRONNEMENT REGLEMENTAIRE

L'ensemble du matériel proposé sera conforme aux normes françaises et européennes relatives à la dépollution à savoir :

- La directive 2000/53/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 septembre 2000 relative aux véhicules hors d'usage
- La directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets
- L'arrêté du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres de Véhicules Hors d'Usage
- L'agrément mentionné à l'article R. 543-162 du code de l'environnement

ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la fourniture et l'enlèvement après utilisation d'épaves de véhicules à l'usage de la formation des sapeurs pompiers du SDIS de la Somme.

ARTICLE 3 : ALLOTISSEMENT

Le présent marché est divisé en 11 lots :

- Lot n°1 : Abbeville
- Lot n°2 : Airaines - Beaucamps le Vieux - Forceville en Vimeu - Hornoy le Bourg- Poix de Picardie
- Lot n°3 : Friville Escarbotin- Ault - Mers les Bains - Saint Valery sur Somme- Cayeux sur Mer - Gamaches
- Lot n°4 : Rue - Crécy en Ponthieu
- Lot n°5 : Amiens – Villers Bocage
- Lot n°6 : Ailly sur Noye – Moreuil - Conty
- Lot n°7 : Villers Bretonneux - Corbie - Bray sur Somme- Albert
- Lot n°8 : Péronne - Roisel – Epehy - Nesle – Ham
- Lot n°9: Bernaville - Flixecourt - Doullens
- Lot n°10: Rosières en Santerre- Roye – Montdidier
- Lot n°11 : Le Crotoy – Fort Mahon

Chacun des lots fera l'objet d'un marché séparé. Les soumissionnaires ont la possibilité de répondre à plusieurs lots. Ils doivent alors fournir un devis ou un bordereau de prix pour chacun des lots.

ARTICLE 4 : PROCEDURE DE PASSATION

Il s'agit d'un marché passé, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, selon une procédure adaptée.

Les prestations feront l'objet d'un marché à bons de commande uniquement avec un maximum passé en application de l'article 77 du Code des marchés publics, à savoir 26 700 € HT par an.

ARTICLE 5 : DUREE DU MARCHÉ

Pour les lots 2, 3, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11 le marché sera conclu à compter de la date de notification jusqu'au 31 décembre 2015. Il sera éventuellement reconduit deux fois tacitement par année civile pour s'achever le 31 décembre 2018.

Pour les lots 1 et 4, le marché sera conclu à compter du 1^{er} janvier 2016 jusqu'au 31 décembre 2016. Il sera éventuellement reconduit deux fois tacitement par année civile pour s'achever le 31 décembre 2018

Pour tous les lots, le SDIS de la Somme pourra éventuellement dénoncer le marché par lettre recommandée avec AR au plus tard un mois avant le terme.

ARTICLE 6 : VARIANTES

Les variantes ne sont pas autorisées.

ARTICLE 7 : ETAT GENERAL DES VEHICULES

Le prestataire fournira au SDIS, des véhicules hors d'usage, dépollués, de type berline 4 portes, de 15 ans d'âge maximum, qui présenteront les caractéristiques suivantes :

- présence du pare-brise
- présence des 4 roues
- présence des portes et des vitres (détériorées ou non)
- présence au minimum des sièges avant
- présence du volant et des organes de direction
- présence du capot et du coffre
- présence du moteur

ARTICLE 8 : DELAIS, LIEUX DE LIVRAISON ET D'ENLEVEMENT

8.1 : Délai de livraison

Le soumissionnaire précisera dans son offre les délais de livraison des fournitures objet du présent marché à compter de l'émission d'un bon de commande. Ces délais ne pourront excéder deux semaines.

8.2 : Pénalités de retard

En cas de dépassement du délai de livraison, une pénalité de 20 € par jour et par épave sera appliquée.

8.3 : Lieux de livraison et d'enlèvement

Les véhicules seront livrés par le prestataire à l'endroit indiqué sur le bon de commande.

Le soumissionnaire devra être en mesure d'acheminer et d'enlever les épaves sur tout le secteur afférent au lot auquel il répond.

L'enlèvement des épaves après usage se fera sur les mêmes lieux au plus tard la semaine qui suit l'action de formation après que l'Ecole Départementale du SDIS 80 en ait fait la demande.

ARTICLE 9 : PROPOSITION DE PRIX

Le soumissionnaire portera sa proposition de prix unitaire HT et TTC relatif à l'acheminement et à la récupération des épaves en tout point géographique de son secteur.

Le soumissionnaire indiquera si une dégressivité du prix est envisagée en fonction du nombre total de véhicules à livrer à la même date et sur le même lieu de livraison en joignant alors une grille des tarifs.

Tout soumissionnaire fournissant plusieurs prix en fonction du lieu d'acheminement se verra déclaré non conforme.

ARTICLE 10 : QUANTITES

La quantité d'épave à fournir sera fonction des besoins ponctuels du SDIS de la Somme.

A titre indicatif, en 2015, ce sont près de 250 véhicules qui seront nécessaires pour les stages et les manœuvres à l'échelle du Département dont environ une quarantaine pour les lots 1 et 8, une dizaine pour les lots 2, 3, 4, 6, 7, 9, 10, 11, et environ 75 véhicules pour le lot 5.

ARTICLE 11 : MODALITES DE VARIATION DES PRIX

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. Les prix du marché seront mis à jour à chaque période éventuelle de reconduction, par l'application de la formule suivante :

$$P = P_0 \times (0.2 + 0.4 (I_{CHTrev-TS}/I_{CHTrev-TSo}) + 0.4 (COICOP/COICOP_0))$$

Dans laquelle :

P = Prix hors TVA révisée annuellement,

P₀ = Prix hors TVA établi à l'origine du marché au mois « zéro ».

I_{CHTrev-TS} : valeur de l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé, salaires et charges dans le secteur Activités spécialisées, scientifiques, techniques (NAF rév. 2 poste M) - (Base 100 en déc. 2008) - Identifiant : 001565195 à la date de renouvellement du contrat,

I_{CHTrev-TSo} = Valeur du même indice à l'origine du marché au mois « zéro ».

COICOP : Indice des prix à la consommation (Mensuel, Ensemble des ménages, Métropole + DOM, Base 1998) - Nomenclature COICOP : 07.1.1.2 - Automobiles occasion - Identifiant : 000637893 à la date de renouvellement du contrat,

COICOP₀ : Valeur du même indice à l'origine du marché au mois « zéro ».

ARTICLE 12 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

12.1 : Présentation des demandes de paiements

Les factures afférentes à chaque prestation seront établies en un original et 2 copies portants, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et adresse du créancier,
- le numéro du compte bancaire ou postal,
- le numéro du marché,
- la prestation réalisée,
- le montant hors taxe de la prestation en question,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total des prestations exécutées,
- la date de facturation.

Les factures et autres demandes de paiement devront parvenir à l'adresse suivante :

SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SOMME

Groupeement Juridique et Financier

Service Finances

7 Allée du Bicêtre – BP 2606

80 026 Amiens cedex 1

12.2 : Mode de règlement

Les prestations seront payées par mandat administratif selon la réglementation en vigueur. Le délai global de paiement est de 30 jours.

ARTICLE 13 : ASSURANCES

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code Civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommages occasionnés par l'exécution du marché.

ARTICLE 14 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

- Le devis ou la proposition de prix établi par le soumissionnaire,
- Le présent descriptif administratif et technique (D.A.T.),
- Les bons de commande.
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services.

ARTICLE 15 : JUSTIFICATIFS A PRODUIRE

- Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés en la matière, dans le cas contraire, fournir une déclaration sur l'honneur ;
- Un document relatif aux pouvoirs de la personne ou des personnes habilitées à engager la société,
- Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article 43 du code des marchés publics concernant les interdictions de soumissionner ;
- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.

Les formulaires DC 1, 2, NOTI 1 et 2 sont acceptés et disponibles à l'adresse suivante :
<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>

ARTICLE 16 : CONSTITUTION DES OFFRES

16.1 Présentation des offres

Le Descriptif Administratif et Technique est remis gratuitement aux candidats. Les propositions des candidats seront entièrement rédigées en langue française. Le soumissionnaire est informé que l'établissement public souhaite conclure le marché dans l'unité monétaire suivante : l'euro.

Les candidats transmettent leur offre sous pli cacheté contenant :

- Les pièces énumérées à l'article 15 du présent DAT,
- Le devis ou la proposition de prix, les délais de livraison, les délais d'enlèvement et l'âge moyen des véhicules livrés.

16.2 - Conditions d'envoi et de remise des offres

L'enveloppe portera l'adresse et les mentions suivantes :

SDIS de la SOMME
Groupement Formation
7 Allée du Bicêtre – BP 2606
80 026 AMIENS Cedex 1

**FOURNITURE ET ENLEVEMENT APRES USAGE D'EPAVES DE VEHICULES
A L'USAGE DE LA FORMATION DES SAPEURS POMPIERS DU SDIS DE LA SOMME
Ne Pas Ouvrir**

Les offres devront être :

- soit transmises en recommandé avec accusé de réception,
- soit remises à l'adresse ci-dessus, contre récépissé.

Les Offres devront parvenir avant la date et l'heure limites fixées dans la publicité. Le pli qui serait remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ainsi que remis sous enveloppe non cachetée, ne sera pas retenu ; il sera renvoyé à son auteur.

ARTICLE 17 : DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES

Les date et heure limites de réception des offres sont fixées au **mercredi 22 juillet 2015 à 12h.**

ARTICLE 18 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai pendant lequel le soumissionnaire reste engagé par son offre est de 90 jours à compter de la date limite de remise des offres.

ARTICLE 19 : CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES

Conformité des candidatures au regard des justificatifs demandés à l'article 15 du présent Document Administratif et Technique.

ARTICLE 20 : CRITERE DE CHOIX

Le jugement sera effectué par le biais d'une notation sur la base des critères pondérés de la manière suivante :

- Prix = 50 %
- Délai de livraison = 15 %
- Délai d'enlèvement = 15 %
- Age moyen des véhicules livrés = 20%

ARTICLE 21 : DESIGNATION DU REPRESENTANT LEGAL

Le représentant légal du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Somme est Monsieur le Président du conseil d'administration, pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 22 : RESILIATION DU MARCHE

Seules les articles 29 à 36 du C.C.A.G.- F.C.S., relatives à la résiliation du marché sont applicables.

ARTICLE 23 : DROIT, LANGUE ET MONNAIE

En cas de litige, seul le droit français est applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

L'unité monétaire choisie pour le marché est l'Euro.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

ARTICLE 24 : PROCEDURES DE RECOURS

Instance chargée des procédures des recours : Tribunal Administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80 011 Amiens Cedex 01 ; Téléphone : 03 22 33 61 70 ; Télécopie : 03 22 33 61 71 ; Courriel : greffe.ta-amiens@juradm.fr

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus : Greffe du Tribunal Administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80 011 Amiens Cedex 01 ; Téléphone : 03 22 33 61 70 ; Télécopie : 03 22 33 61 71 ; Courriel : greffe.ta-amiens@juradm.fr

ARTICLE 25 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus auprès du :

- Groupement Formation / EDIS – Lieutenant SADAoui – Tél : 03.22.22.36.13 pour les renseignements d'ordre administratif et technique.

ARTICLE 26 : DEROGATIONS

L'article 14 du présent DAT déroge à l'article 4 du CCAG-FCS.

L'article 8 du présent DAT déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

A....., le

Le Soumissionnaire

Amiens, le **29 JUIN 2015**

Pour le Président et par délégation,
le Directeur Départemental Adjoint (par intérim),

Lt-colonel Olivier PEYCRU

